

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPDR/W/29**

7 juillet 2004

(04-2920)

**Groupe de travail de la réglementation intérieure**

Original: espagnol

## **COMMUNICATION DE LA COLOMBIE**

### Exemples de mesures liées aux procédures administratives pour l'obtention de visas ou de permis d'entrée

La communication ci-après, datée du 5 juillet 2004 et adressée par la délégation de la Colombie, est distribuée aux membres du Groupe de travail de la réglementation intérieure.

#### **I. ASPECTS GÉNÉRAUX**

1. Le secteur privé colombien a identifié les mesures administratives relatives aux procédures pour l'obtention et le renouvellement de visas ou de permis d'entrée comme étant le principal obstacle au commerce. Les analyses menées par le secteur public et par le secteur privé concluent que la majorité de ces mesures font qu'il est difficile ou impossible aux entreprises colombiennes de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux et qu'elles constituent donc des obstacles au commerce, ce qui affecte directement le commerce des services fournis selon les quatre modes reconnus dans l'AGCS.

2. Diverses études montrent que les procédures administratives en matière de migration affectent tout commerce qui exige le mouvement de personnes d'un territoire à un autre. Les catégories de personnes affectées en Colombie sont notamment les suivantes: i) personnes en voyage d'affaires qui ont besoin de se déplacer fréquemment pour réaliser ou surveiller leurs investissements, personnes qui exercent des fonctions de service avant et après-vente, personnes en déplacement pour participer à des foires-expositions ou à des réunions de travail; ii) personnes transférées à l'intérieur d'une même entreprise, telles que vérificateurs des comptes, juristes et personnel d'appui nécessaire pour régler des questions concernant les salariés liés à des entreprises colombiennes implantées hors du pays, assistants techniques pour la réparation et l'entretien de machines, personnes en stage de formation; iii) fournisseurs contractuels de services et membres de professions libérales fournissant des services professionnels et techniques dans les secteurs de l'ingénierie, de l'architecture, de la vérification des comptes, de la publicité, du conseil, etc. Ont également été affectés des chanteurs, des peintres, des écrivains et des sportifs fournissant des services récréatifs culturels et sportifs.

3. Lors de discussions récentes concernant la question du commerce et des migrations<sup>1</sup> ainsi que les propositions de négociation présentées à la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services, il a été reconnu que les mesures administratives relatives aux procédures pour l'obtention de visas ou de permis d'entrée pour les personnes physiques qui fournissent des services constituent l'un

---

<sup>1</sup> Symposium sur le mouvement des personnes physiques (mode 4) dans le cadre de l'AGCS, 11 et 12 avril 2002; Réunion d'experts sur les questions relatives au mode 4, CNUCED, 29-31 juillet 2003; Séminaire sur le commerce et les migrations organisé par l'OCDE, la Banque mondiale et l'Organisation internationale pour les migrations, 12-14 novembre 2003.

des principaux obstacles et compromettent la valeur des engagements existants. Ces propositions signalent que le problème procède de divers facteurs, entre autres, les retards dans le traitement des dossiers, la complexité des formalités, le niveau élevé des coûts et le manque de transparence. Un pouvoir discrétionnaire excessif et le fait que les politiques en matière de migration n'établissent pas une distinction claire entre le mouvement temporaire et l'immigration permanente sont des facteurs qui aggravent le problème.

4. Une grande partie de ces questions touchent à la réglementation et pourraient être résolues suivant différentes approches. Certains Membres ont suggéré diverses options<sup>2</sup> pour trouver des solutions effectives au problème, qui visent à faire en sorte que les engagements pris par les Membres en matière d'accès aux marchés ne soient pas vidés de leur sens du fait de l'existence de procédures qui n'établissent pas de critères objectifs, qui manquent de transparence et qui sont plus contraignantes qu'il n'est nécessaire.

5. Afin de stimuler les débats concernant les procédures administratives, on trouvera à la section II une série d'exemples de mesures réglementaires relatives aux procédures en rapport avec les formalités et l'obtention de visas ou de permis d'entrée pour les fournisseurs de services.

## **II. EXEMPLES DE MESURES RELATIVES AUX PROCÉDURES ADMINISTRATIVES DE DEMANDE ET FORMALITÉS POUR L'OBTENTION DE VISAS OU DE PERMIS D'ENTRÉE**

6. On trouvera ci-après une série d'exemples de mesures administratives imposées par les services d'immigration pour la délivrance de visas ou de permis d'entrée. Ces exemples découlent d'une étude de cas détaillée communiquée par des entreprises et des fournisseurs de services colombiens qui, quotidiennement, se heurtent à de telles formalités, font face à des coûts élevés et rencontrent des obstacles qui, dans de nombreux cas, les empêchent d'exercer leurs activités. Les exemples portent, entre autres, sur des aspects tels que les délais pour l'instruction des demandes de visas, les coûts associés aux formalités, ainsi que les documents à fournir, les prescriptions et les conditions à remplir pour demander un visa et la publication des formalités.

7. Afin de faciliter la discussion, les exemples sont groupés en fonction des éléments ci-après:

- Prescriptions relatives aux demandes et aux formalités
- Documentation nécessaire
- Durée des formalités et de l'autorisation de séjour
- Coûts associés aux formalités
- Administration

8. Prescriptions relatives aux demandes et aux formalités:

- Les demandes doivent être présentées à titre personnel.
- Un rendez-vous préalable est exigé. Les rendez-vous sont donnés jusqu'à huit mois après le dépôt de la demande.
- Un entretien personnel est exigé après réception de la demande pour obtenir une réponse.
- L'instruction des demandes de visas se fait exclusivement dans la capitale du pays.

---

<sup>2</sup> Communication de l'Inde (S/CSS/W/12) du 24 novembre 2000; Communication d'un groupe de pays en développement (TN/S/W/14); Examen des progrès accomplis prévu au paragraphe 15 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services (TN/S/W/19).

- Le passeport est conservé pendant la durée des formalités (dans certains cas, le passeport reste jusqu'à deux mois au consulat). Cette prescription empêche le requérant de réaliser d'autres voyages d'affaires.
- La possession de visas délivrés par d'autres pays est exigée pour la délivrance ou le renouvellement du visa.

9. Documentation nécessaire:

- Chaque demande de visa doit être accompagnée, entre autres, des pièces suivantes: attestation d'emploi, bulletin de paie, extraits bancaires, casier judiciaire, certificats d'études et qualifications, etc. Les originaux des documents doivent être présentés.
- Le requérant est tenu de présenter l'original de la réservation d'hôtel et du billet d'avion. Pour obtenir l'original de ces documents, il faut en acquitter le prix sans certitude que le visa sera accordé.
- Manque de transparence dans la divulgation de la documentation exigée et des renseignements pertinents.
- La documentation et les procédures pour le renouvellement d'un visa sont les mêmes que pour la première demande de visa.

10. Durée des formalités et de l'autorisation de séjour:

- La durée des formalités est excessivement longue. Il peut s'écouler jusqu'à trois mois entre la date du dépôt du dossier et celle où une réponse est obtenue. Dans les cas où un rendez-vous préalable est exigé, les délais de délivrance du visa sont plus longs et peuvent aller jusqu'à un an.
- L'autorisation de séjour dans le pays est très limitée (un mois).
- Aucun visa pour entrées multiples n'est délivré.

11. Coûts associés aux formalités:

- Les coûts des formalités de visa sont élevés et sont parfois supérieurs à la valeur approximative des services rendus. Le requérant paie l'équivalent d'une somme pouvant aller jusqu'à 160 dollars EU pour les formalités, montant qui n'est pas remboursé si le visa est refusé.
- Étant donné la complexité de la procédure, le requérant doit assumer des frais additionnels, par exemple pour se rendre dans la capitale, payer la réservation de l'hôtel, etc.

12. Administration:

- Absence de procédures préétablies et manque de prévisibilité dans l'administration des procédures.
- Manque de transparence de la procédure de délivrance des visas ou des permis d'entrée.

### III. DISPOSITIONS DE L'AGCS RELATIVES AUX PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

13. Dans l'analyse des exemples ci-dessus, il pourrait être utile de prendre en considération certaines des dispositions de l'AGCS afin de cibler les discussions et chercher des solutions adaptées aux problèmes.

- La Colombie reconnaît le droit des Membres de réglementer la fourniture de services sur leur territoire et d'introduire de nouvelles réglementations à cet égard afin de répondre à des objectifs de politique nationale, droit auquel elle accorde la plus grande importance.
- Nonobstant ce qui précède, il existe des cas concrets où des réglementations, bien qu'elles poursuivent des objectifs légitimes, risquent d'être appliquées de manière à compromettre les engagements qui ont été négociés. En conséquence, les éléments figurant à l'article VI de l'AGCS sont importants pour cette analyse. D'une part, le paragraphe 1 vise la pleine application des engagements contractés et dispose que les Membres doivent faire en sorte que toutes les mesures d'application générale qui affectent le commerce des services soient administrées d'une manière raisonnable, objective et impartiale. D'autre part, le paragraphe 4 a pour objet de contrer le caractère restrictif pour le commerce et contraignant des mesures en question, de manière qu'elles ne deviennent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services et ne compromettent pas la libéralisation du commerce des services entreprise par les Membres.
- L'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services contient des éléments qui précisent et complètent les dispositions de l'Accord en ce qui concerne la portée des services fournis selon le mode 4. La Colombie ne conteste pas le droit absolu de tout gouvernement de réglementer l'admission ou le séjour temporaire de personnes physiques sur son territoire et d'exclure du champ de l'Accord toute mesure qui affecte l'accès permanent de personnes au marché du travail. Toutefois, s'agissant des mesures de caractère temporaire, l'Annexe établit entre autres choses un élément fondamental pertinent pour le débat en question. Il s'agit de la limitation de la capacité de réglementation qu'ont les gouvernements pour l'application de mesures qui en aucun cas n'annulent ou ne compromettent les avantages revenant à un Membre.

14. La Colombie ne conteste pas le fait en soi d'exiger un visa. Elle se préoccupe essentiellement des procédures administratives qui sont imposées pour demander et obtenir un visa ou un permis d'entrée, car elles constituent des obstacles qui peuvent annuler ou compromettre les avantages revenant à un Membre.

### IV. CONCLUSIONS ET QUESTIONS À EXAMINER À L'AVENIR

15. On peut conclure de ce qui précède que l'introduction de procédures administratives contraignantes peut donner lieu à des obstacles au commerce qui empêchent les fournisseurs de services de répondre aux offres et d'entreprendre des voyages d'affaires à l'étranger de façon opportune et efficace, ce qui se traduit par des occasions d'affaires manquées et aboutit par conséquent à une diminution du commerce des services.

16. Les négociations sur les services menées à l'OMC offrent la possibilité d'aborder un certain nombre de questions de fond et de procédure à ce sujet. C'est pour cette raison que la Colombie a

présenté des propositions de négociation<sup>3</sup> dans le cadre des négociations en cours et que, dans les demandes qu'elle a adressées à ses partenaires commerciaux, elle a souligné la nécessité de trouver des solutions effectives visant à faciliter le commerce des services et à garantir la mise en œuvre intégrale des engagements spécifiques qui ont été contractés.

17. Dans le cas des marchandises, le système multilatéral a reconnu la nécessité d'établir des disciplines qui facilitent les flux de marchandises. C'est ainsi que les articles V, VIII et X du GATT énoncent un ensemble de règles juridiques visant à simplifier les formalités et à réduire le plus possible les coûts associés aux exportations et aux importations de marchandises. En ce qui concerne les services, l'AGCS énonce des principes importants, par exemple aux articles III, IV, VI et XVIII et à l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services, qui devraient être pris en considération dans ces discussions. Il est probable que d'autres Accords de l'OMC abordent des questions qui pourraient présenter un intérêt pour les débats.

18. En vue de contribuer aux discussions touchant à l'élaboration de disciplines au titre de l'article VI:4, on trouvera ci-après une série de questions visant à stimuler et à cibler les discussions sur la question:

- a) Existe-t-il une relation entre les procédures administratives en matière de visas et les disciplines possibles prévues à l'article VI:4?
- b) Parmi les exemples présentés, quels sont ceux qui pourraient être qualifiés de mesures relevant de l'article VI:4 et quels sont ceux qui pourraient relever des articles XVI et XVII de l'AGCS? Lesquelles de ces mesures pourraient être considérées comme relevant des deux catégories?
- c) Selon un document du Secrétariat, les procédures en matière de licences sont "les procédures administratives en rapport avec le dépôt et l'examen d'une demande de licence et elles recouvrent des questions telles que les délais d'examen des demandes et le nombre de documents et la quantité de renseignements à présenter avec la demande".<sup>4</sup> Cela étant, les Membres estiment-ils que les procédures en matière de visas pourraient être visées par cette définition?
- d) Dans la négative, les Membres estiment-ils qu'elles pourraient relever d'un autre élément de l'article VI:4? Par exemple les procédures en matière de qualifications?
- e) Existe-t-il dans l'AGCS d'autres dispositions qui pourraient s'appliquer aux procédures en matière de visas? Éventuellement l'article III, l'article VI:1, l'article VI:5 ou l'article VI:6?
- f) Il est possible que des Membres considèrent que certaines de ces mesures ne relèvent pas de l'article VI:4 ni des articles XVI et XVII, ni même d'autres dispositions existantes de l'AGCS. Si tel était le cas, étant donné que certaines mesures constituent une restriction au commerce, serait-il utile de procéder à un échange de vues quant au lieu qui serait le plus indiqué pour aborder ces questions?
- g) Enfin, il convient de nous demander s'il serait possible d'élaborer des réglementations moins contraignantes mais tout aussi effectives pour atteindre l'objectif visé.

---

<sup>3</sup> Communication d'un groupe de pays en développement (TN/S/W/14 du 3 juillet 2003); demandes spécifiques présentées à 13 partenaires commerciaux de la Colombie.

<sup>4</sup> Note du Secrétariat (WPPS/W/9, du 11 septembre 1996).